



Grâce aux cheminots et au comité d'établissement de PACA, ce wagon de la déportation a été sauvé de la découpe, rénové et offert au camp des Milles.

« Nous sommes au service des cheminots, mais aussi de la société »

Rencontre avec Francisco Murillo, secrétaire (CGT) du comité d'établissement régional Paca.

Marseille, envoyé spécial.

On l'avait vu, pour la dernière fois, dans l'enceinte de l'ONU à New York, ferraillant sur le désarmement nucléaire avec l'ambassadeur de France. On le retrouve pour un café, place Castellane, à Marseille, de bon matin, « côté soleil », afin de parler du mouvement des cheminots. Dans les deux cas, c'est depuis la même fonction qu'il s'exprime : secrétaire du comité d'établissement régional Paca. Un CE conçu comme « un outil revendicatif et émancipateur ». Un outil que cet agent de conduite de formation entend préserver et développer : Attention, il ne racontera pas ici que la réforme du gouvernement veut en finir avec les CE. Mais il tient à sortir de l'ombre « ce fil invisible » entre les deux. « Tout d'abord, on reconfigure les instances représentatives avec la mise en place des CSE qui seront la résultante de la fusion des CE, des CHSCT et des délégués du personnel, pose-t-il. Ensuite, mécaniquement, moins il y a de cheminots, moins nous avons de financement. En une quinzaine d'années, nous sommes passés dans la région de 15 000 à 8 000 cheminots. » Il poursuit : « La réforme de 2014 (la réunification de la SNCF et de RFF - NDLR) a fragilisé le financement des CE. Pour nous, la baisse a été de 40 %. Certes, une partie du financement a été versée à des CE nationaux, mais on a ainsi affaibli les projets des CE régionaux. »

Le projet du CE Paca est certainement l'un des plus novateurs de France. Francisco Murillo en exprime la philosophie : « Nous favorisons une offre en lien avec l'émancipation. On accompagne les cheminots et leur famille dans leur vie de citoyens. » De ce « tronç » partent des multitudes de branches. Certaines peuvent

être considérées comme traditionnelles, à l'instar de l'investissement dans des centres de vacances. D'autres sortent des sentiers battus. Le secrétaire du CE développe : « Nous avons une politique d'éducation populaire et nous prenons notre part au combat contre l'illettrisme en organisant des ateliers d'écriture. Nous favorisons le "voyager autrement" pour sortir du tout-marchand et du low cost. Tous les trois ans, nous menons à bien un projet solidaire d'adolescents. Cette année, ils sont allés au Brésil. Les fois précédentes, au Japon, au Mali ou en Afrique du Sud. »

« Nous voulons montrer que le monde diplomatique n'est pas le seul à s'occuper de ces questions »

Et puis, il y a l'engagement, mentionné, contre l'arme nucléaire. Tous les cinq ans, au moment de la révision du traité de non-prolifération nucléaire, des dizaines de cheminots se rendent à New York, partie prenante d'une délégation du Mouvement de la paix. « Nous voulons montrer que le monde diplomatique n'est pas le seul à s'occuper de ces questions », explique Francisco qui se félicite « de la victoire engrangée avec le traité d'interdiction adopté l'an dernier, même si la France ne l'a pas signé, puis le prix Nobel de la paix accordé à Ican (Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires) ». En France, le CE Paca se mêle aussi de sujets sensibles. « Nous avons favorisé l'accueil des Roms en montant une pièce de théâtre. Et, l'an dernier, nous avons financé, avec un don de

33 000 euros, trois jours d'activité du bateau Aquarius qui sauve les migrants en mer. » C'est grâce aux cheminots qu'un wagon de la déportation a été sauvé de la découpe, restauré par leurs propres soins, et offert au camp des Milles. En conclusion, il résume d'une formule qui dit tout : « Nous sommes au service des cheminots, mais aussi de la société. En affaiblissant l'outil, on affaiblit aussi la société. » ●